

Les enfants belges inégaux face aux examens

« Le CEB n'est pas inégalitaire, mais il met en évidence les inégalités existantes. »

Frédérique MAWET, CGé

5^e La Belgique est le 5^e pays riches où le milieu socio-économique influence le plus les résultats scolaires.

CEBB, CE1D, CESS... C'est parti ! Mais tous les enfants ne sont pas égaux devant ces épreuves comme le souligne l'Unicef dans son dernier bilan présenté hier.

● Marie-Laure MATHOT

La Belgique est sixième sur 41 pays riches (*) en termes de performance éducative. Mais face à ce beau bulletin, l'Unicef qui est à l'origine de cette étude a du mal à se réjouir. Pour l'ONG de protection de l'enfance, l'école reste encore trop inégalitaire, un constat mis en évidence par les résultats des épreuves certificatives.

1. Plus d'un quart des enfants de 15 ans n'atteignent pas le niveau de base Ce classement de performance en matière d'éducation se base sur deux critères. L'un d'entre eux est le pourcentage d'élève de 15 ans qui maîtrisent la lecture, les mathématiques et les sciences. Chez nous, il s'élève à 72,6 %, ce qui est au-dessus de la moyenne des pays riches. « Mais cela signifie que plus d'un quart des élèves n'atteignent pas ces niveaux de base, souligne Olivier Marquet, directeur général d'Unicef Belgique. Ce qui est quand même assez dramatique. »

2. La Belgique, 5^e pays où l'origine socio-économique influence le plus les résultats scolaires « Le résultat est influencé par le background socio-économique des parents de ces enfants. Grosso modo, cela veut dire que si vous

« L'école ne joue pas suffisamment son rôle de garantie de réussite, quelle que soit l'origine socio-économique. »

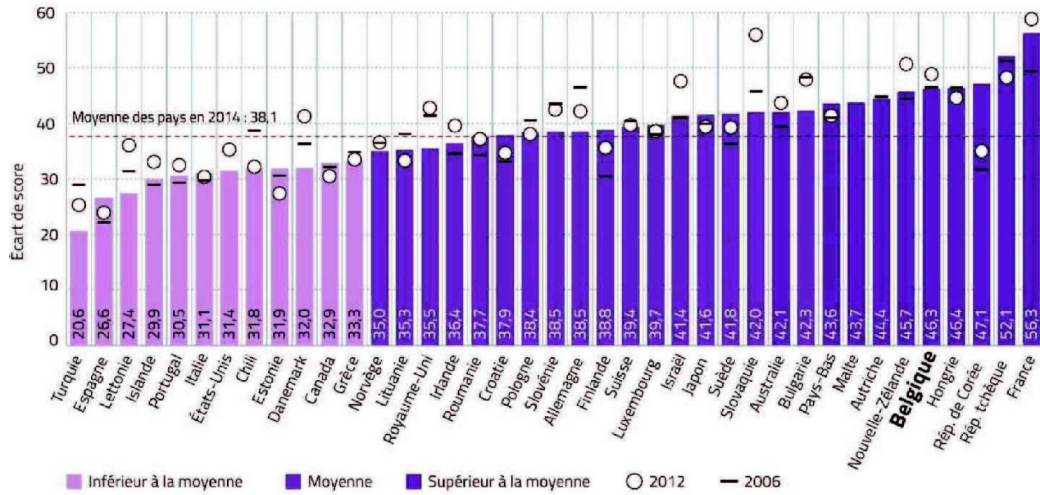
êtes riche, vous vous avez plus de chances de vous trouver dans les 72 % qui réussissent les tests et si vous êtes pauvre, vous avez de très grands risques de les rater », explique Olivier Marquet. Un indice du bilan de l'Unicef mesure ce lien entre pauvreté et échec et la Belgique est plutôt mal placée. Elle est le 5^e pays riche où l'environnement socio-économique influence le plus les résultats scolaires.

3. Les plus précarisés ont moins de chances de réussir Or, 18,8 % des enfants belges vivent dans la pauvreté. À Bruxelles, c'est carrément un tiers des enfants qui vivent dans cette précarité. « Si on lie cette pauvreté et le fait que l'origine socio-économique de l'enfant va fortement influencer ses connaissances de base, oui la situation est préoccupante. »

4. La Belgique partage peu sa croissance économique La Belgique est 28^e en termes de croissance économique partagée. L'Unicef se base ici sur deux critères : le taux d'inactivité des jeunes et le pourcentage d'enfants vivant dans des ménages sans emploi. Résultats : 5,4 % des enfants de 15 à 19 ans ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires et 12,9 % des enfants de moins de 18 ans vivent dans un foyer de parents sans emploi. Là encore, cette inégalité des chances augmente le risque des élèves précarisés de se retrouver dans les mauvais élèves. « L'école ne joue pas suffisamment son rôle de garantie de réussite, quelle que soit l'origine socio-économique », conclut le directeur. ■

► (*) Pays de l'Union européenne et de l'OCDE

En Belgique, les plus précarisés ont moins de chances de réussir



Plus l'indice est élevé, plus le milieu socio-économique influence les résultats scolaires

Source: Unicef

La Belgique, 6^e pays le plus performant en matière d'éducation



72%
des élèves belges de 15 ans maîtrisent les cours de base (lecture, math et sciences)

98%
des enfants fréquentent l'école maternelle

MAIS
Sur le plan des inégalités scolaires, la Belgique se situe toujours en bas de classement.

Unicef Belgique

Performance nationale moyenne par rapport à deux indicateurs: pourcentage d'élèves de 15 ans maîtrisant les normes d'aptitude minimales en lecture, math et sciences et le taux de participation en maternelle.

Source: Bilan Innocenti 14 de l'Unicef

L'AVIS DES SPÉCIALISTES SUR LE CEB

Le CEB est équitable Le CEB objective les dans sa conception inégalités existantes

Gérard Legrand est inspecteur général de l'enseignement fondamental : l'élaboration du CEB fait partie de ses attributions. Pour lui, le CEB est un facteur d'égalité, et non d'inégalité. « C'est le premier moment de certification dans le parcours scolaire. 48 000 élèves reçoivent stricto sensu la même épreuve, dispensée de la même manière. De plus, l'épreuve est corrigée par des personnes qui ont tous les mêmes consignes de corrections. »

Pas tous égaux face à l'épreuve

Mais l'inspecteur général ne nie pas pour autant les différences entre les élèves. « Un peu plus de 3 000 élèves ne réussissent pas l'épreuve, chaque année. Ils n'ont pas de profil type. Ce qu'on peut dire, c'est que le milieu social n'est pas le seul facteur qui entre en compte dans l'échec. »

Que faut-il pour réussir ? Certaines compétences sont requises. Notamment la lecture et la compréhension des messages. « Ces compétences sont présentes dans toutes les épreuves : le français, bien sûr, mais aussi l'éveil et les math. L'enfant qui ne les maîtrise pas est en difficulté. Les compétences sont liées à la résolution de problèmes. », explique Gérard Legrand. Mais l'école fondamentale, ce n'est pas acquérir des compétences. « C'est aussi la maîtrise de savoirs de base. » Et le CEB sert aussi à savoir si ces savoirs sont maîtrisés. ■

A.S.

Frédérique Mawet, secrétaire générale du mouvement socio-pédagogique Changement pour l'égalité (Cgé), ne trouve le CEB ni égalitaire, ni inégalitaire. « Mais comme il objective les savoirs et compétences que les enfants ont acquis au terme de l'enseignement primaire, il illustre la façon dont les inégalités opèrent avant. » Selon Frédérique Mawet, une bonne partie du destin scolaire de l'enfant se joue avant la fin de l'enseignement secondaire. « L'état des lieux du Pacte d'excellence montre que l'enseignement transforme les inégalités sociales en inégalités scolaires. »

Le Pacte d'excellence comme solution

Le Cgé soutient le Pacte, avec quelques réserves. « Car nous pensons que des mesures systémiques pourraient réduire les inégalités. Le problème, ce n'est pas le CEB, c'est ce qui n'est pas mis en place avant. Actuellement, l'école ressemble à une course d'obstacle minutée. Il faut amener tous les enfants à avoir la maîtrise de tous les savoirs de base à 15 ans... car aujourd'hui, 25 % des enfants qui sortent du secondaire sont des analphabètes fonctionnels, qui ont un savoir insuffisamment installé que pour être utile. L'idée du tronc commun, c'est de se donner les moyens d'amener l'enfant à une maîtrise des savoirs de base, et des savoirs citoyens. » Un système qui de facto rendrait inutile le CEB, « remplacé par le CERD, en 2^e secondaire. ■

A.S.